Transition : des alternatives rentables et accessibles à tous

S’engager dans la transition est plus accessible qu’il n’y paraît. Loin des petites initiatives radicales à la santé chancelante, des structures plus « classiques » proposent au public des solutions dans la finance, l’alimentation, la mobilité, l’énergie…

Article réservé aux abonnés



Le monde doit se réunir en Turquie à partir du 9 novembre 2026 à l’occasion de la COP31 pour s’attaquer à une crise climatique de plus en plus dévastatrice, mais la tâche s’annonce difficile en raison des nombreuses divisions sur la géopolitique, le financement et l’avenir des combustibles fossiles. - AFP.



Journaliste au pôle Planète
Par **Michel De Muelenaere (/33/dpi-authors/michel-de-muelenaere)**

Publié le 6/11/2026 à 17:41 | Temps de lecture: 5 min

Elles s’appellent Fondation pour les générations futures, VDK, la Ressourcerie namuroise, Helios, Cociter, Cambio, Credal, la Fondation Roi Baudouin, The Barn… Ce sont des coopératives, des ASBL, des fondations voire des sociétés anonymes d’un genre particulier. Ces structures sont intégrées dans le mouvement de transition écologique ; avec elles, il est possible de se bouger autrement, de manger autrement, d’épargner et d’utiliser

l'énergie autrement. Chacune utilise les ressources et oriente son activité à des fins soutenables, en matière de climat, de biodiversité, de relations sociales. Et, dans des activités classiques, s'inscrit dans les neuf limites physiques de la planète.

Caractéristiques notables de ces démarches que *Le Soir* met en évidence en cette veille de sommet mondial sur le climat – la COP31 : chacune a atteint une taille respectable. On a dépassé le stade du « colibri », ces initiatives de transition largement dépendantes du bénévolat, créatives et de plus en plus répandues, mais à l'impact limité.

« Souvent, celles-là s'épuisent parce que les gens n'en peuvent plus », analyse Olivier De Schutter, juriste, philosophe et ancien rapporteur des Nations unies sur l'extrême pauvreté et les droits humains. « Beaucoup ne sont par ailleurs pas capables de s'affranchir d'une double méfiance à l'égard du monde de l'entreprise et de l'Etat. Pourtant, toutes les études montrent que c'est au contraire en collaborant notamment avec les collectivités locales et les entrepreneurs qui peuvent amener de la professionnalisation et des financements, que les initiatives de transition peuvent être viables. »

Grandir en se professionnalisant

« La bonne volonté de l'économie sociale ne suffit pas », ajoute un expert. Même à but lucratif, de nombreuses très petites entreprises peinent à décoller. Il y a donc eu, dans les structures plus pérennes, une volonté de monter en gamme, par le biais notamment d'une plus grande professionnalisation. « Ces entreprises valorisent le partenariat avec d'autres structures », constate par ailleurs Marek Hudon, directeur du Centre d'études économiques et sociales de l'environnement, « elles sont beaucoup plus tournées vers l'extérieur que des structures conventionnelles. »

Elles n'ont pourtant pas la vie facile. « Je vois plein d'initiatives qui échouent ou qui ne passent pas un certain seuil parce que, disent-elles, "les règles sont contre nous" », analyse l'économiste de l'Ichec Philippe Roman. « Tout ce qui est un peu transformateur ne passe pas le test de la rentabilité. »

Un des principaux obstacles pour les projets qui veulent grandir reste « l'accès aux financements », analyse Roman, « parce que leur retour sur investissement est un peu plus tardif ». « Les banques prêtent beaucoup moins facilement à ce qui sert la collectivité, mais qui crée des biens publics et des externalités

positives », appuie De Schutter. « Ces entreprises-là ne sont pas de nature à être rentables à court terme. Voilà pourquoi les initiatives les plus prometteuses souffrent d'un handicap majeur. »

> *La TVA à 0 %, ce n'est pas le kérosène qui doit en bénéficier, mais le train et le vélo*
>
> **Benoît Quittre**, Président de la coalition Kaya

Contesté de l'intérieur, le système se défend contre les intrus. « Il y a une concurrence déloyale », traduit Benoît Quittre, président de la coalition Kaya, qui regroupe des indépendants et des PME qui se veulent « éclaireurs » de la transition. « Celui qui essaie de faire le bien, de ne pas nuire, fait face à d'autres qui peuvent nuire et causer des nuisances environnementales et sociales, sans être sanctionnés. » C'est aussi le constat de Julia Faure, fondatrice de l'entreprise textile Loom et présidente du mouvement impact France dans son livre *La prime au vice* (éditions rue de l'échiquier) : « Notre système économique récompense trop souvent les entreprises qui adoptent les pratiques les plus dommageables pour l'environnement et la société, tout en pénalisant celles qui cherchent à agir de manière responsable. » Et vu l'importance du prix dans les choix du consommateur, faire reposer la transition sur ses décisions revient à lui demander de compenser les défaillances des règles économiques.

Créer un cadre plus équilibré ?

La transition exige donc une transformation des règles économiques, par la réglementation, par la fiscalité sur les énergies. « Supprimer les subventions aux énergies fossiles, allouer ces milliards aux énergies décarbonées », lance Quittre. « La TVA à 0 %, ce n'est pas le kérosène qui doit en bénéficier, mais le train et le vélo. Les lignes de crédit pour des investissements qui peuvent nuire à l'environnement ne devraient plus exister ou être plus chères. L'entreprise qui investit dans des émissions carbone devrait payer son crédit plus cher. » La Banque centrale européenne pourrait adopter la même démarche à l'égard des banques », ajoute De Schutter, « en conditionnant l'argent qu'elle prête à l'entretien des communs et à la transition énergétique. » La boîte à outils est

disponible, indiquent les experts. Il suffit de s'en saisir. « Mais aujourd'hui, notre économie est beaucoup trop fondée sur l'extraction de valeur, pas sur la création de valeur », soupire Quittre. « C'est pour cela qu'on va dans le mur. »

Les projets de transition sont « peu favorisés par les acteurs publics dans les choix stratégiques (marché public, fourniture de service, cadre réglementaire) », analyse Hudon. « Elles doivent se faire leur place, seules, n'étant pas toujours suffisamment représentés dans les stratégies sectorielles des pouvoirs publics. » Pour Olivier De Schutter : « Il faut repenser le rôle de l'Etat pour que les projets de transition puissent effectivement changer d'échelle et être soutenus par des politiques publiques dignes de ce nom. Au-delà des subsides, il y a par exemple une réflexion à mener sur le changement de culture de la politique et de l'administration, afin qu'elles travaillent non pas en tolérant les initiatives citoyennes, ni en les récupérant pour les asservir, mais au contraire, en travaillant à travers ces communautés qui organisent les solutions. »

« Un économiste standard plaiderait pour une bonne taxe CO_2 pour prendre en compte les externalités », analyse Philippe Roman. « Mais au-delà de ça, on peut plaider un accompagnement public, une reconnaissance, un soutien assorti d'aides, au fait de ne pas vouloir être une "gazelle", de ne pas vouloir croître super vite, mais de rechercher plus de robustesse. »

Cet épisode fait partie de notre grand format sur la COP31 : « Les leviers à portée de main pour la transition », à retrouver derrière ce lien (https://www.lesoir.be/781454/article/2026-11-06/cop31-les-leviers-portee-de-main-pour-la-transition)